N° 3120 — 8e Année — CINQ CENTIMES — Mercredi 30 Décembre 1896

RÉDACTION & ADMINISTRATION:
ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon)
TOURCOING, rue VERTE, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50 — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs — Un an, 24 francs
L'abonnement continue sauf avis contraire.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS. . . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10.

Téléphone

Élections Sénatoriales du Nord

SCRUTIN DU 3 JANVIER 1897

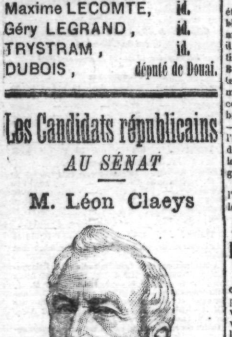
CANDIDATS DU CONGRÈS RÉPUBLICAIN:

MM.	
CLAEYS,	sénateur sortant
Th. DEPREUX,	id.
Alfred GIRARD,	id.
Maxime LECOMTE,	id.
Géry LEGRAND,	id.
TRYSTRAM,	id.
DUBOIS,	député de Douai.

Les Candidats républicains

AU SÉNAT

M. Léon Claeys



M. Léon-Gustave-Alphonse Claeys, sénateur sortant, vice-président du Conseil général du Nord, maire de Bergues, est né à Bergues, le 1er décembre 1829, d'une des plus anciennes familles de la Flandre.

Propriétaire-brasseur, il fait la situation prépondérante qu'il occupe dans son pays à ses qualités laborieuses, à son infatigable activité, et à l'inépuisable dévouement avec lequel il défend, depuis de longues années, les intérêts de ses concitoyens.

En 1859, il y a quarante ans, M. Claeys commençait à servir la chose publique, en qualité de directeur de la Caisse d'épargne. Il fut élu conseiller municipal en 1860, et depuis trente-six ans, sans interruption, il a continué de faire partie de l'assemblée communale de sa ville natale.

Nommé second adjoint en 1872, le gouvernement du 16 Mai le trouva à la tête de la mairie, où il remplissait, par intérim, les fonctions de maire, depuis le 13 décembre 1876. M. Claeys donna sa démission d'adjoint (les maires et adjoints étaient alors nommés par le gouvernement), mais il conserva le mandat de conseiller municipal qu'il tenait de la confiance de ses concitoyens.

Le 5 mars 1880, il rentrait à la mairie, cette fois comme chef de l'administration, et depuis seize ans il dirige les affaires de la bonne ville de Bergues avec une sollicitude qu'on a pu, à bon droit, qualifier de paternelle.

Si jamais un maire a su se concilier la sympathie de ses administrés, c'est bien M. Claeys. Les réactionnaires eux-mêmes sont obligés de s'incliner devant les éminents services qu'il a rendus et rend chaque jour encore à ses concitoyens.

Le même année où il était appelé à prendre la direction des affaires municipales, M. Claeys entrait au Conseil général du Nord, dont il devait devenir l'un des vice-présidents.

Enfin, le 3 janvier 1888, porté sur la liste républicaine pour représenter l'arrondissement de Dunkerque, il était élu sénateur, en même temps que MM. Merlin, Alfred Girard, Cirier et Senigel.

∴

M. Claeys est le « sénateur agricole » par excellence.

Son Comice de Bergues, dont il est le président-fondateur, a pris, sous son impulsion, une importance considérable.

Il compte plus de 720 adhérents, et, chaque année, une fête superbe, à laquelle l'honorable sénateur-maire convie tous les membres du Parlement, tous les hauts fonctionnaires qui peuvent lui apporter un utile concours, célèbre solennellement les mérites et la réputation de la race bovine flamande pure.

En vainant pour M. Claeys, les cultivateurs du Nord donneront certainement leurs suffrages à l'un de leurs amis les plus dévoués et qui est, en même temps, l'un de leurs plus autorisés représentants. Membre de nombreuses sociétés agricoles et horticoles, membre du Conseil d'administration de la Société nationale d'encouragement à l'agriculture, membre de la Société des Agriculteurs du Nord, dont il a été successivement vice-président et président, président de la commission du Herd-Book flamand: M. Claeys, qui, au Sénat, fait partie de la Commission des douanes, peut dire que rien de ce qui est agricole ne lui est étranger.

∴

Quand il fut élu sénateur, M. Claeys était considéré comme le représentant de la fraction modérée du parti républicain.

Il semblait que l'*Echo du Nord* dût plus spécialement le revendiquer comme sien.

Et, de fait, pendant longtemps l'*Echo* ne lui ménagea pas les éloges.

Pourquoi le combat-il aujourd'hui? Par quel phénomène subit « l'homme modéré » de 1888 est-il devenu un farouche révolutionnaire, conduisant la France aux pires abîmes?

« Le pays, écrivait l'*Echo* il y a neuf ans, en appréciant la victoire sénatoriale des républicains, « entend ne plus se laisser guider dans « le choix de ses mandataires par un simple « mouvement de mauvaise humeur. »

Notre confrère fera bien de relire cette phrase, s'il l'a oubliée, et de méditer la très juste observation qu'elle contient.

M. Claeys est resté, en effet, le modéré qu'il était en 1888, mais il est demeuré également républicain. Et c'est pourquoi il a toujours hautement affirmé sa solidarité avec le parti auquel il appartient. C'est pourquoi, dans ces acrimonieuses appelés à statuer sur le sort du ministère Bourgeois, qui provoquent de la part de l'*Echo* tant de critiques amères, il préfera voter avec la majorité des républicains, avec des hommes comme MM. Casimir Périer, de Freycinet, Hébrard, de Pontlevoy, et — frémissez, *Echo!* — avec M. Rambaud, aujourd'hui ministre de l'instruction publique dans le cabinet Méline, que de s'allier aux Buffet, aux Chamelong, et à tous les royalistes et cléricaux, pour renverser un gouvernement républicain.

M. Claeys a peut-être perdu la confiance de l'*Echo du Nord*, mais il a conservé celle de tous les républicains.

Georges ROBERT

Liste républicaine... conservatrice

A l'heure actuelle, la liste républicaine conservatrice annoncée avec tant de fracas par l'organe libéral, l'*Echo du Nord*, a vécu avant d'avoir vu le jour. Nous ne verrons donc pas cette liste prodige dont la venue au monde devait être un événement solennel. Nous en nous en plaindrons nullement. Nous savions trop que cette liste ne devait avoir de républicaine que le nom, et nous sommes heureux que les noms des sept réactionnaires qui devaient y figurer ne s'étalent pas à l'heure actuelle sur les murs de notre ville.

Un enseignement se dégage cependant de l'avortement de cette liste soi-disant républicaine. Personne n'ignore en effet, le pacte qui avait été conclu entre M. Dubar, directeur de l'*Echo du Nord* et les conservateurs. M. Dubar se faisait fort de constituer, avec les réactionnaires notamment, un grand parti libéral dans le Nord, et il n'a pas à l'heure actuelle, d'un titre le chef et de devenir le dirigeant de la politique dans notre département.

Pourtant, M. Dubar qui avait déjà voulu semer la division parmi les républicains, lors des élections de Lille, a vu que l'avait été pas, comme il le croyait, la manœuvre antirépublicaine. La leçon aussi dure, dont malheureusement il n'avait pas été le seul à souffrir (si tant est qu'il en ait jamais souffert) aurait dû au moins lui suffire. Non, il a voulu tenter de rechef la formation d'une liste libérale pour les élections sénatoriales prochaines. Mais c'est en vain que M. Dubar a essayé d'attirer à lui certains républicains qu'il pensait devoir lui céder plus que d'autres. Tous ont refusé l'obscur défaveur que leur était faite et M. Dubar, honteux et confus est obligé d'avouer à ses alliés de la *Dépêche* qu'il n'a aucune influence, ce que nous savions déjà, mais ce que nous sommes heureux de constater une fois de plus. Car je ne dirai pas aucun député, mais aucun conseiller général, aucun conseiller d'arrondissement républicain n'a voulu suivre l'*Echo* dans sa politique d'alliance avec les réactionnaires. Tous sont restés unis autour du parti fourni de la République issu par les sénateurs sortants.

Qui, M. Dubar, il faut choisir entre deux politiques: entre la politique du vieux parti républicain, c'est-à-dire la politique de concentration républicaine, la seule conforme aux intérêts de la Démocratie, comprenant des républicains de toutes nuances et la politique d'alliance avec la Droite, consistant à donner des gages aux réactionnaires pour se maintenir au pouvoir grâce à leurs voix.

Entre ces deux politiques, les républicains du Nord n'auront pas à hésiter. Vous les invitez chaque jour à choisir, *Echo*, ils choisiront. Ils voteront pour la liste de concentration républicaine, représentée par la liste des sénateurs sortants, contre votre liste, plus justement celle de la *Dépêche*, étant donné votre insuccès, c'est-à-dire contre l'autre politique de concentration, la concentration à droite, et vous aurez ainsi fourni de vos amis l'occasion d'une belle défaite.

Un Républicain.

Échos et Nouvelles

On nous annonce l'apparition d'un nouvel organe : *Le Moniteur des Chemins de fer et de la navigation*, qui paraîtra après-demain, 2 janvier, et vendre de grands services aux commerçants et industriels tant au point de vue de la célérité à combiner de l'application des taxes et des tarifs des chemins de fer ainsi que de la jurisprudence s'y rattachant et des renseignements qu'il fournit, à ses bureaux à Paris, 1, place Boieldieu.

∴

Les frais de bureau de la Chambre des Députés s'élèvent à 329,845 fr. 73 c. Ceux de la Mairie du Conseil municipal à 15,009 fr. Le député coûte donc 0,80 centimes par jour, et le Conseiller municipal 4 fr. 83.

∴

Un ingénieur américain se propose d'offrir aux Cubains installés une bicyclette tricycle-torpille, en aluminium et ne pesant que 45 livres.

∴

Les habitants de Moscou se proposent d'offrir à l'empereur Nicolas un palais de glace, à l'instar de celui que l'autre souverain construisit lors du terrible hiver de 1730.

Le député musulman

Un de nos amis qui revient de Pontarlier, nous donne les renseignements suivants sur l'élection de M. Grenier :

Les journaux de Paris et de la province ont discouru à perte de vue sur l'élection du l'arrondissement de Pontarlier ; tous ont donné leur note selon la part qu'ils représentent et leur tempérament ; aucun n'a donné la note exacte. Je reviens justement de la frontière suisse,on j'ai été appelé pour affaires commerciales, et je puis non seulement vous rapporter les différentes phases de cette élection, mais encore la manière qui a été conduite.

Au premier tour de scrutin,trois candidats étaient en présence : M. Maurice Ordinaire, chef de cabinet du Ministre du Commerce, qui se portait comme candidat progressiste ; M. Grenier, ex président du Conseil général du Doubs, candidat républicain sans épithète et enfin le docteur Grenier, plutôt candidat fantaisiste.

La candidature de M. Grillon fut soutenue par les journaux réactionnaires de la région et du département, et par un journal progressiste : la *Dépêche*, qui se publie à Besançon. M. Maurice Ordinaire eût pour lui le journal républicain de l'arrondissement, le *Journal de Pontarlier*, je crois, et les nombreux amis de son fils père. Le docteur Grenier n'eut personne au premier tour pour soutenir sa candidature. Il ne fit aucune conférence, ne visita aucun électeur. Au premier tour les voix se partagèrent entre Ordinaire, Grillon, qui réunit 1800 voix environ ; M. Maurice Ordinaire 3700 ; M. le docteur Grenier 1700. Au second tour, M. Maurice Ordinaire se désista purement et simplement. Il ne pouvait compromettre aux électeurs de voter pour M. Grillon, qui l'avait combattu avec une âpreté peu commune et un parti-pris empreint d'une violence réelle. Alors, trop vite, les journaux réactionnaires, le *Vrai* entre autres, chantèrent victoire, célébrant le succès certain du candidat cher à leur cœur, M. Grillon. Ils s'étaient flattés trop tôt.

Car les républicains prenaient un jour leur manœuvre et au second tour, ils votèrent en masse pour le docteur Grenier que la plupart ne connaissaient même pas, mais qui avait au moins le mérite de personnifier un principe. En effet, dans quatre cantons sur cinq, le docteur Grenier a obtenu, partout, une majorité de 2000 voix. Et cela, remarquez-bien, sans aucune propagande, alors que son concurrent, avant tout éloquent, avait fait des conférences dans toutes les communes et avait fait distribuer à profusion les journaux qui soutenaient sa candidature ?

On peut dire que tous les républicains, même les plus modérés, ont voté pour le docteur Grenier. Son élection est donc à la *consternation* républicaine en présence du retour offensif de la réaction qui se cachait adroitement derrière le candidat républicain modéré qui n'a protesté que tardivement, à la dernière heure, contre le concours que lui prêtait la réaction cléricale. Il donne non seulement ses voix aux pauvres, mais encore tout ce qu'il possède. Contrairement à ce qu'a dit le *Figaro*, il ne fait nullement deux fois fortune, il est, au contraire, ruiné, aimé, respecté par tout le monde.

Ce résultat, du reste, absolument spontané, le prouve suffisamment. Le récit du *Figaro* est presque en tous points inexact ; il ne faut pas le besoin de la cause afin de jeter le ridicule sur un homme de bien. Les habitants de Pontarlier — et combien ils ont raison — s'inquiètent peu des appréciations de la presse cléricale : ils étaient leur nouvel élu.

Lundi dernier j'ai assisté à une manifestation touchante. Une manifestation de sympathie pour celui qui, en l'honneur du nouvel élu. La musique municipale a joué plusieurs morceaux sous ses fenêtres, quatre jeunes filles présentent des bouquets au docteur Grenier et l'une d'elles récita en « bien-faiteur de l'humanité » un compliment fort bien tourné.

M. Grenier s'étant retiré, une retraite aux flambeaux eut faite à travers la ville. Elle clôture la manifestation.

∴...

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

En Turquie : une émeutière en profit des massacreurs. — Et les officiers ! — Pour resserrer l'amitié franco-russe. — L'enrôlement du sultan.

Une fois de plus, le sultan Abd-ul-Hamid s'est joué de l'Europe avec une impertinence admirable. L'ennuyeux qu'il vient d'accorder à ses sujets consiste dans les réformes sans pour conséquence immédiate beaucoup moins de rendre aux Arméniens quelque sécurité que d'assurer une impunité absolue aux massacreurs musulmans. On a beau penser à tous ces pauvres gens qui, certains de périr, on ne peut s'empêcher de s'indigner à la pensée que les meurtriers de Bitlis, de Kharpout et de Constantinople échappent à toute espèce de châtiment. Eh quoi ! pas un de ces misérables ne paierait pour les autres. En vain nous assure-t-on que notre ambassadeur a obtenu que l'exécution du père Salvator, missionnaire italien et protégé français ne bénéficierait pas de la clémence impériale. Vous verrez que le colonel Mosbar bey s'en tirera à peu de frais. Nous serons fort heureux si dans quelques années nous ne le retrouvons pas nuelle ou commandant de corps d'armée ou gouverneur de province.

∴

Pourtant cette amnistie qui distingue si mal entre les bourreaux et les victimes, peut avoir d'heureux résultats, si elle met fin à une situation intolérable. Il ne sert de rien de récriminer sur le passé. L'essentiel est d'obtenir des garanties pour l'avenir. Hélas ! sur ce point là il n'y a pas le plus léger progrès à constater. Il est juste de reconnaître que la difficulté est grande et que la mauvaise foi du Gouvernement des Croyants n'est pas le seul obstacle à surmonter.

La question arménienne ne peut être réglée comme est été réglées la question grecque, la question serbe, la question bulgare. Les Grecs, les Serbes, les Bulgares n'étaient maintenus en groupes compacts sur des terrains faciles à délimiter. Il suffisait de les débarrasser des soldats turcs pour leur restituer leur plein indépendance. Il n'en est pas de même des Arméniens. Il existe sans doute sur la carte entre le Caucase et l'Asie Mineure une Arménie, mais les hommes qui portent ce nom ne sont pas, ne sont plus dans cette Arménie. A la façon des Juifs avec lesquels ils ont plus d'un trait de ressemblance, ils se sont éparpillés dans toutes les directions. Si l'on veut les protéger, ce n'est ni plus ni moins que tout l'empire ottoman qu'il s'agit de réformer.

∴

Pour mener à bien par les voies pacifiques une œuvre pareille, il faudrait que l'heure du châtiment sonnât pour certains coupables. Il faudrait que la première condition de succès c'était que l'entente fut parfaite entre les puissances. Or, depuis que la crise orientale est ouverte, pas un instant les rivalités des Occidentaux n'ont fait trêve.

Suivons pas à pas les manœuvres de la diplomatie anglaise. Cela n'est pas malaisé dans cet heureux pays où la diplomatie n'est pas soumise aux fluctuations de la politique intérieure, et où, à part des exceptions négligeables, les organes de tous les partis obéissent imperturbablement au mot d'ordre du Foreign Office. A l'heure actuelle, quelle est la grande préoccupation de lord Salisbury ?

Naguère, quand il espérait qu'il présiderait au démembrement de l'empire ottoman et qu'il s'adjugerait la part du lion, il a pu prendre souci des Arméniens et des réformes. Aujourd'hui, il est bien question de tout cela! Le premier ministre de la reine croit avoir trouvé dans les affaires d'Orient une occasion favorable pour rompre cette amitié franco-russe qui est si préjudiciable aux ambitions britanniques et il s'acharne à cette besogne avec un zèle qu'aucun insuccès ne rebute.

C'est ainsi que nous avons appris un beau matin que le gouvernement du czar mettait un veto absolu sur un projet de réorganisation des finances ottomanes élaboré au quai d'Orsay.

Il est constant qu'un nous sommes demeurés le peuple le plus impressionnable de la terre, la nouvelle était bien faite pour produire chez nous toute l'impression désirée. Il y avait là à la fois de quoi irriter les patriotes et de quoi inquiéter les rentiers, ceux du moins qui sont encore de fervents tiroirs ottomans. Par malheur, tant d'ingénuité devait s'être dépensée en pure perte. Les patriotes ne prirent pas la mouche et les rentiers ne prirent pas peur.

Lord Salisbury n'a pas encore remporté à une campagne qui débutait si mal. Et même c'est peine s'il a changé de tactique. Il attaque toujours ; ce qu'il croit notre point faible, l'amour-propre. Tous les jours on nous télégraphie de Constantinople, de Londres, de Pétersbourg, de Vienne, que la question orientale peut être considérée comme réglée, que la Russie et l'Angleterre se sont mises d'accord. On ajoute que l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie ont donné leur adhésion. Quand à la France, on estime qu'il n'est pas nécessaire de la consulter, que la Russie la traîne à sa remorque; tout cela avec l'espérance de nous persuader que la Russie nous traînent moins en alliés qu'en vassaux et de susciter ici des inquiétudes, des méfiances de colères.

∴

Pendant ce temps-là, Abd-ul-Hamid a beau jeu pour opposer aux représentants de la diplomatie européenne son « non possumus ». A la vérité, cela peut durer longtemps, mais cela ne durera pas toujours. Il y a lieu de s'étonner que le sultan que l'on dit intelligent et au courant des choses d'Europe, ne sera fatalement sinon pour lui, du moins pour sa dynastie et pour son peuple. Est-il possible que ces favoris l'aient si étroitement séquestré, qu'il ignore ce que les Turcs ont perdu de sympathie depuis qu'il s'abandonne aux conseils d'Izzet-Bey et de la camarilla du palais ? Il y a dix ans, les occidentaux les plus hostiles à la domination ottomane réclamaient seulement que l'on chassât les Turcs d'Europe. Aujourd'hui, on commence à se dire qu'il faudra commander s'il suffira de leur faire repasser le Bosphore et s'il ne deviendra pas nécessaire de rainer de fond en comble l'édifice élevé par les Bajazet, les Mahomet et les Soliman. Aurait bien peut-être qu'Abd-ul-Hamid n'est pas sans avoir pu se convaincre de son impuissance à éviter l'inévitable, il se contente de penser avec Louis XV ; « Après nous, le déluge ! »

UN DIPLOMATE

La santé de M. Clémenceau

Paris, 28 décembre. — La santé de M. Clémenceau vient d'être fortement ébranlée.

Samedi soir, vers cinq heures, comme il arrivait, suivant sa coutume, à son journal, le directeur de la *Justice* a été pris soudain d'une syncope. Jusque-là rien en lui ne semblait présager un tel accident ; aussi, d'autant plus grand a été l'émoi de ses collaborateurs, de ses amis, des membres de sa famille aussitôt accourus.

Les docteurs Jacaut, Dourlois, Labusquière, amis personnels de M. Clémenceau, lui ont prodigué les soins les plus empressés. Jugeant qu'un transport immédiat pouvait être nuisible, ils firent coucher le malade, qui souffrait d'une crise hépatique, sur un lit qu'on improvisa dans son cabinet. Puis, hier matin, une amélioration s'étant produite, on fit venir, vers onze heures, votre des ambulances urbaines qui ramena M. Clémenceau à son domicile, rue Franklin.

A la dernière heure, on apprend que M. Clémenceau se trouve beaucoup mieux.

Nos Dépêches

Par Fil Téléphonique Spécial

Les projets de M. Doumer

Avant d'accepter le poste de gouverneur général de l'Indo-Chine, M. Doumer a tenu à préciser nettement les conditions dans lesquelles il entend administrer notre grande colonie d'Extrême-Orient.

Au cours de l'entretien qu'il a eu hier avec le ministre des colonies et dans lequel la succession du regretté M. Rousseau lui a été offerte officiellement, l'ancien ministre des finances a exposé le plan qu'il compte appliquer. Ce plan, M. André Lebon l'a approuvé dans ses lignes générales. Il ne reste plus maintenant qu'à régler certains points de détail qui seront définitivement fixés dans les diverses entrevues que M. Doumer aura encore, avant son départ avec le ministre des colonies.

Le nouveau gouverneur général a l'intention de consacrer principalement ses efforts à l'amélioration de la situation financière et commerciale de l'Indo-Chine, à la mise en valeur de ce magnifique domaine colonial et l'application du programme de travaux publics approuvé par le Parlement au début de cette année. Ce programme établi lié, on s'en souvient, à un projet d'emprunt que M. Doumer soutiendra, en qualité de ministre des finances, devant la Chambre et le Sénat.

Cet emprunt, qui s'élevait à la somme de 80 millions avait pour but, d'une part, de régulariser le passif du Protectorat, se montant à 40 millions environ ; de l'autre, à doter nos possessions d'Indo-Chine des voies de communication indispensables au transport économique des personnes et des marchandises. Parmi les opérations rentrant dans la première catégorie, les principales sont le rachat du chemin de fer Phu-Lang-Thuong à Langson et du monopole des Docks et du port d'Haïphong ; la démolition de la citadelle d'Hanoï et son remplacement par un quartier européen ; l'aménagement en une police des villes d'Hanoï et d'Haïphong ; le rachat de la ferme de l'opium au Tonkin et du monopole de la vente des alcools en Annam.

Parmi les travaux à entreprendre, les plus importants sont ceux du port d'Haïphong, évalués à 5,750,000 francs. La construction de la ligne de chemin de fer de Phu-Lang-Thuong à Langson à la frontière de Chine, évaluées à 30 millions ; la transformation de la ligne de Phu-Lang-Thuong à Langson, évaluée à 3 millions ; l'éclairage et le balisage des côtes, etc.

M. Doumer compte réduire le plus possible les dépenses supportées par la métropole. Il est entièrement d'accord sur ce point avec M. André Lebon qui déjà dans son budget rectifié, a supprimé les 54,000 francs inscrits au budget des colonies pour le traitement du gouverneur général de l'Indo-Chine et les a imputés au budget spécial du protectorat. M. Doumer a du reste la liberté la plus grande pour appliquer les divers points de son programme et l'on peut être certain qu'avec la puissance de travail, les facultés d'assimilation qui le distinguent, son administration sera des plus profitables à notre belle colonie.

T. H.

M. PAUL DOUMER

Gouverneur général de l'Indo-Chine

Le nouveau gouverneur général de l'Indo-Chine, M. Paul Doumer, député de l'Yonne, ancien ministre des finances, est né à Aurillac, le 22 mars 1857. Il n'a par conséquent pas encore quarante ans, cependant il est un des personnages les plus considérables de la République.

Licencié en droit, journaliste, il entra à la Chambre le 8 avril 1888, comme député de l'Aisne. Il siégea pour ses débuts au milieu des agitations politiques les moins favorables à l'affirmation des talents ; mais une seule année de législature lui suffit pour se révéler homme affable, travailleur énergique, orateur précis et disert. Battu aux élections boulangistes de 1889, il devint chef de cabinet de M. Piquet, il fut réélu, le 25 octobre 1890, député d'Auxerre et reprit au Palais-Bourbon, qu'il n'a plus quitté depuis, une place que son talent fit chaque jour plus importante ; il y prit l'initiative de projets de loi sur les associations ouvrières de production et de consommation et sur la participation aux bénéfices. Il fut rapporteur général du budget. Lors de la formation du dernier cabinet progressiste, il fut, comme ministre des finances, du 2 novembre 1895 au 30 avril 1896, le plus actif collaborateur de M. Léon Bourgeois, dont il était resté le partisan fidèle tantôt ; il a déposé comme ministre le fameux projet d'impôt sur le revenu qui est resté la pierre-forme du parti progressiste.

Paris, 28 décembre. — De l'*Agence Nationale* :

« Nous avons eu intéressant d'avoir sur la nomination de M. Doumer l'opinion de M. Tharel qui, en sa qualité de président des syndicats commerciaux du Haut-Laos et du Mékong, est un des principaux intéressés dans la question.

M. Tharel se renferme dans une réserve absolue. Il nous avoue pourtant que cette nomination l'a surpris au plus haut point et qu'il s'attendait à tout plutôt qu'à cela, non pas que M. Tharel ait des préventions personnelles contre M. Doumer, tout au contraire. Bien qu'adversaire résolu de la politique radicale et du programme Bourgeois, il ne fait aucune difficulté de reconnaître la grande valeur personnelle de M. Doumer. Il ne pense pas non plus qu'il soit moins capable qu'un autre de mener à bien la tâche délicate qu'il assume. Seulement, il y avait à son sens, dans le Parlement et dans les autorités qui semblaient plus logiquement désignées pour ce poste.

Mais M. Tharel ne veut porter aucun jugement prématuré sur le nouveau gouverneur. Le commerce et l'industrie de l'Indo-Chine veulent faire appel son son intelligence et sa haute valeur, et il se réserve de le juger à l'œuvre.

M. Delocle, l'honorable député des Basses-Alpes, à qui nous demandons son sentiment sur cette nomination, nous répond ; « Le choix de M. Doumer, comme gouverneur général de l'Indo-Chine est excellent. On ne pouvait pas en faire un meilleur. C'est un financier et un homme compétent en matière de comptabilité. Il l'a prouvé.

S'étant beaucoup occupé de l'emprunt du Tonkin et l'ayant fait voter, il est tout au courant des besoins et des ressources de notre colonie. Il est jeune et plein d'énergie.

De même qu'en Angleterre on choisit pour les envoyer aux Indes et dans les autres colonies des hommes pris dans l'élite de la nation on doit être nous nommer à ces postes importants ce qu'il y a de mieux parmi les politiciens métropolitains. Je suis très heureux qu'on ait choisi un homme de réelle valeur tel que M. Doumer.

Il y a lieu de féliciter, à la fois le gouvernement de son choix, et M. Doumer d'avoir accepté le poste qui lui était offert. En écartant tous les petits côtés de la politique pour ne voir que l'intérêt du pays à qui il peut rendre service il a prouvé qu'il était un homme d'Etat.

Mais quelle sera d'après vous la politique qu'il va suivre, demandons-nous à M. Delocle.

Il n'y en a pas deux à suivre maintenant. La période de conquête est terminée, il n'a plus qu'à réorganiser la colonie. M. Doumer continuera à poursuivre la politique de M. Rousseau c'est à dire une politique de modération et de justice, mais avec la volonté très nette, très arrêtée de faire observer la loi. Il tiendra au respect le Mandarinat pour le plus grand bien des indigènes.

Il possède à un très haut degré l'esprit de justice. C'est un homme d'initiative et qui a le sentiment des responsabilités. Je vous le répète, mettant de côté la question de savoir si cette nomination plaira ou ne plaira pas à certaines groupes politiques, je suis très heureux du choix qui a été fait et tous ceux qui veulent juste et qui font passer avant tout l'intérêt de la Patrie dans les colonies seront comme moi et se réjouiront de voir le gouvernement de l'Indo-Chine confier à un homme comme M. Doumer.

Remerciements de M. Doumer à ses électeurs

Paris, 28 décembre. — M. Doumer adresse à ses électeurs la lettre suivante :

« Mes chers concitoyens,

Appelé au gouvernement de l'Indo-Chine, je dois me démettre de mes fonctions de député. J'ai accepté un poste où je crois pouvoir faire œuvre utile à notre pays, après avoir pris conseil de ceux qui sont dans le parlement mes amis et mes chefs.

» Depuis plus de 5 années que j'ai l'honneur de vous représenter à la Chambre, j'ai scrupuleusement rempli le mandat que vous m'avez confié. Je reste uni à vous par les liens que créent une foi politique commune,la reconnaissance vive de la confiance et de l'affection que vous m'avez témoignée.

» Je vous adresse, mes chers concitoyens, l'assurance de mon absolu dévouement.

» Paul DOUMER. »

Le frère du roi de Portugal A L'ELYSÉE

Paris, 28 décembre. — Le Président de la République a reçu aujourd'hui dans l'après-midi, à 2 heures, le duc d'Oporto, frère du roi de Portugal. L'entretien du duc et de M. Félix Faure a duré 20 minutes. A l'issue de l'entretien du Président de la République a rendu au duc sa visite.

Double assassinat

Vitry-le-François, 28 décembre. — Mme veuve Royer, rentière et sa bonne, ont été trouvées assassinées ce matin dans leur domicile, rue Pavée. On suppose que le vol a été le mobile du crime.

Le haut commandement de l'armée

Les nouvelles concernant le haut commandement de l'armée répandues par le *Gaulois*, ne reposent sur rien de sérieux.

Le général de Boisdeffre est, il est vrai, personnellement fatigué à Saint-Pétersbourg ; l'impératrice douairière, l'empereur Nicolas le tiennent en haute estime ; mais, pour le moment du moins, il n'est pas question de l'envoyer en Russie.

M. de Montebello qui occupe une situation considérable auprès du Czar vient de rejoindre son poste il y a quelques jours à peine, et pendant les interruptions de M. Hanotaux pour continuer les négociations commencées pendant le séjour de l'Empereur de Russie, au sujet des affaires de Turquie.

Quant au général de France, il passera dans le cadre de réserve au mois de janvier prochain.

Pour ce qui est du poste de M. le baron de Courcelles, il sera probablement donné à un ancien ambassadeur à Londres, depuis quelques années en disponibilité.

Au Siam

Les persécutions contre les protégés français

Paris, 28 décembre. — D'une correspondance apportée par le *Courrier du Tonkin*, nous extrayons les renseignements suivants sur la situation au Siam.

« Au Siam, tout irait de plus mal en plus mal, les persécutions contre les protégés français, continuent dans les villages du Supan, Noin, Chengoen, Anthang, Battabang, Pichi et Outaradit. Les notables de ces villages demandent des secours et ont fait supplier la légation française de les protéger contre les rigueurs et les exactions des personnages officiels siamois.

» A Kaiburi, où il y a une vaste agglomération de Cambodgiens sous notre protectorat, les exactions des autorités siamoises ne connaissent plus de bornes. Quelques chefs qui, récemment, avaient parlé de se rendre à Bangkok pour obtenir la protection française, ont été assassinés ou emprisonnés.

» Dans la vallée de Mé-Nam et même dans les environs de Bangkok, les prisons regorgent de malheureux indigènes et, jamais, même avant notre intervention en 1893, les exactions et les injustices n'avaient atteint un degré aussi élevé.

» A Petrin, des bandes de Siamois et de Chinois ont attaqué les Européens et ont dangereusement blessé deux missionnaires français et un colon italien. Ces bandes de pirates ont chassé les malheureux Français du leur poursuivant et ont même maltraité l'un d'eux à tel point qu'ils l'ont laissé pour mort dans les rizières.

» Toujours à Petrin, trois matelots annamites, faisant partie de l'équipage de la *Vipère*, ont été assaillis et frappés brutalement en plein marché ; ils sont tous trois grièvement blessés.

MORT DE M. HALANZIER

ancien directeur de l'Opéra

Paris, 28 décembre. — Nous apprenons la mort de M. Halanzier, ancien directeur de l'Opéra.

M. Halanzier est mort ce matin, à une heure et quart. Il s'était alité le 11 décembre, jour de son anniversaire.

Hyacinthe-Olivier-Henri Halanzier-Dufresnoy était né à Paris le 14 décembre 1819. Fils d'un capitaine de cavalerie en retraite et d'une actrice, Mme Dufresnoy, qui eut quelque vogue pendant la Restauration, M. Halanzier avait débuté tout jeune au théâtre. Il dirigea avec sa mère d'abord, puis seul, divers scènes de province, et en 1881, lors de la démission de M. Emile Perrin, comme administrateur de l'Opéra, il propose de diriger provisoirement cette scène pour le compte des artistes.

Sa direction a été signalée notamment par les reprises de l'*Africaine* et d'*Hamlet* et par les créations d'*Ernestine* de M. Reyer, de *Jeanne d'Arc* de M. Mermet, du *Roi de Lahore* de M. Massenet, de *Polyeucte* de M. Gounod, etc.

C'est pendant sa direction que l'ancien Opéra, ayant brûlé le 29 octobre 1873, fut transféré au